

LE 12 DÉCEMBRE : MOBILISATION GÉNÉRALE !
Devant l'Hôtel du Département à partir de 10h30 pendant
l'Assemblée Délibérante

ASSEZ DE MASCARADES ! PLACE AUX AGENTS, PAS À L'AUSTÉRITÉ !

Pour alerter les élus et défendre : Un véritable service public, des conditions de travail dignes, le respect des agents et de leurs métiers, un dialogue social réel, pas une façade.

SIMULACRE DE DIALOGUE SOCIAL

Depuis des mois, les représentants du personnel alertent : le CST n'est plus qu'une mascarade. Malgré nos demandes répétées, les réorganisations s'enchaînent sans aucune véritable concertation, ni avec les agents, ni avec leurs représentants, sans évaluation des impacts sur les conditions de travail. Tout est décidé en amont, sans aucune concertation ni prises en compte des remontées de terrain, pour appliquer encore et toujours plus d'austérité.

DES RÉORGANISATIONS POUR CASSER LES SERVICES PUBLICS

Sous couvert de "modernisation", la Collectivité met en place des méthodes qui suppriment des missions de service public, désorganisent les équipes, et épuisent les agents. Le dialogue social est piétiné, remplacé par une communication creuse et des décisions déjà ficelées. Les agents doivent "faire avec", sans possibilité de s'exprimer, sans prise en compte de la réalité du terrain.

RSA : UNE POLITIQUE DÉSHUMANISANTE QUI IMPACTE LES VAUCLUSIENS LES PLUS VULNERABLES ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS

La politique menée par le Département du Vaucluse sur le RSA est indigne d'un service public. Pression, contrôle, logique punitive, injonctions impossibles : Les usagers sont culpabilisés, les agents sont instrumentalisés, sommés d'appliquer des directives contraires à leurs valeurs professionnelles. Aucune réelle concertation, aucune réflexion collective, juste une volonté de "gérer" les plus précaires comme des dossiers, avec un seul but l'austérité encore et toujours ...

CIA, IFSE, AVANCEMENTS : DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Les méthodes sont toujours les mêmes : attribuer quelques miettes aux "bons soldats" pour mieux faire taire les revendications. Aucune reconnaissance réelle, aucune valorisation du travail fait dans des conditions dégradées. Ce système cherche à diviser les agents pour mieux imposer des politiques injustes.

PRÉVOYANCE

Aucune alternative au projet de contrat obligatoire sur des garanties limitées n'est envisagée. Pourtant des propositions concrètes permettraient de laisser le choix aux agents du contrat qui répondrait au mieux à leurs besoins et aspirations. La Présidente fait une mauvaise interprétation de notre proposition. **En effet, la CGT demande une participation totale ou partielle du coût du contrat jusqu'à 50 euros pour tous les agents.**

Ceci afin qu'ils puissent se tourner vers un contrat qui leur permette de choisir les meilleures garanties, d'assurer une pérennité de couverture et d'en garder la maîtrise. C'est un investissement moindre pour le Département, en comparaison au coût de l'AMO et des dépenses associées à l'appel d'offre envisagé. Cela nous paraît nécessaire pour les agents et participerait largement à la campagne d'attractivité.

Nous appelons à la mobilisation

Parce que rien ne changera sans la force collective,
Parce que le service public mérite mieux que des décisions imposées,
Parce que les agent-es doivent retrouver leur voix et leur place,

Notre absence au dernier CST n'est pas un retrait : c'est un acte de résistance.

La présence des agent-es le 12 décembre sera un acte de dignité et de défense du service public.

